

Europe

L'EUROPE DE LA FINANCE À LA CROISÉE DES CHEMINS : DIX PROPOSITIONS POUR UN SYSTÈME FINANCIER PLUS ÉQUITABLE ET PLUS STABLE

Gary Dymski, Annina Kaltenbrunner

18/06/2014

Quels sont les liens entre financiarisation de l'économie et montée des inégalités ? Dans ce premier papier du projet « Finance et inégalités », Gary Dymski et Annina Kaltenbrunner (Leeds University Business School) font dix propositions de réforme du système financier et bancaire en Europe.

Les citoyens européens ont besoin d'un système financier qui réponde à leurs besoins de crédit et de paiement sans leur imposer des coûts à cause de la volatilité excessive du prix des actifs financiers (actions, obligations,...), des crises à répétition et de la discrimination financière. Un tel système financier sera à même de mettre des financements productifs au service de la réduction des inégalités et de tirer la société vers le haut. En l'état actuel, le système financier européen est le reflet de trois décennies qui ont vu un creusement des inégalités et continue de fonctionner de façon à les creuser toujours davantage. Ce papier propose dix réformes du système financier et bancaire en Europe afin de briser le cercle vicieux entre inégalités et financiarisation.

Dix réformes pour briser le cercle vicieux entre inégalités et financiarisation de l'économie.

Réformer la régulation européenne en matière de marchés financiers et bancaires

1. Éliminer la prise de risque financière excessive.
2. Enrayer les activités et la taille des mégabanques qui présentent un risque systémique (« *too big to fail* »).
3. Acquérir un pouvoir de régulation sur les activités bancaires non régulées (« *shadow banking* ») et les paradis fiscaux off-shore.
4. Limiter les interdépendances par-delà les frontières nationales qui peuvent susciter des flux

financiers déstabilisateurs, rendre les marchés liquides fragiles en cas de crises, et tirer profit de l'endettement des entreprises et des ménages dans les pays européens à faible revenus.

Structure et fonctionnement des marchés financiers et bancaires européens

1. Encourager des systèmes bancaires pluralistes qui répondent aux besoins de l'économie locale.
2. Doter la Banque européenne d'investissement (BEI) d'outils favorisant le développement économique et social en Europe ; créer des banques de développement nationales qui agissent comme des partenaires stratégiques de la BEI et des gouvernements des Etats-membres.
3. Réformer le mandat de la Banque centrale européenne (BCE) en y incluant un objectif d'emploi, et rendre la BCE démocratiquement redevable.
4. Repenser l'intégration financière de l'Europe avec les centres financiers et les firmes multinationales du reste du monde, en termes de structures, de dimension et de contenu.

Les droits financiers et la sécurité financière des citoyens européens

1. Fixer des limites paneuropéennes aux pratiques abusives de prêt (« *predatory lending* »).
2. Affirmer le principe de la citoyenneté financière pour les Européens.

Le papier revient sur l'histoire récente du système financier européen, sa crise actuelle et ses futurs possibles. L'argument central est qu'il n'y a pas de « retour à la normale ». Le système financier européen est à la croisée des chemins. Soit il devient plus centralisé et vertical (« top-down »), soit il parvient à répondre aux besoins locaux et à s'organiser à partir de là (« bottom-up »). Toute situation intermédiaire n'est pas soutenable. Les dix propositions sont développées pour démontrer la viabilité de la deuxième option, plus adaptée et plus sûre.